

**Séance ordinaire du  
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt juillet, les membres  
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont  
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

**Convention de servitude - Raccordement réseau des Eaux Pluviales de la crèche  
Cambon - Autorisation de signer la convention**

La crèche Cambon, située dans l'ensemble immobilier Central Parc sur le parvis de l'Hôtel de ville, a été plusieurs fois inondée lors de forts épisodes Cévenols.

Les investigations menées par les services de la Ville, font apparaître que pour remédier à cette situation, il convient de dévier le réseau des Eaux Pluviales de la crèche vers le réseau EP le plus proche, situé dans un local voisin du parking de la copropriété « Central Parc ».

Par conséquent la Ville souhaite conclure une convention de servitude pour le raccordement du réseau EP de la crèche Cambon sur le réseau EP de la copropriété « Central Parc ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec les représentants de la copropriété « Central Parc » pour le raccordement du réseau des Eaux Pluviales de la crèche Cambon au réseau EP de la copropriété « Central Parc ». Cette servitude est consentie à titre gratuit.

- D'autoriser le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 21 juillet 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20170720-8541-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 25/07/17  
Réception en Préfecture : 25/07/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.